

**Direction générale des patrimoines-  
département de la formation scientifique et technique (DFST)  
bilan d'activités 2015**

**A ) Formation continue**

L'offre de formation continue 2015 comportait plus de 150 actions de formations catalogue, avec près de 30 stages nouveaux ou réaménagés, pour un total de 160 sessions de stages et 2500 stagiaires attendus. Le programme de formation 2015 s'inscrivait dans le cadre de la note ministérielle du plan de formation pluriannuel 2014-2016 construit sur des orientations prioritaires.

Pour la direction générale, il s'agit des axes majeurs suivants :

- préparation aux examens et concours, post-recrutement
- acquisition de connaissances de base : les fondamentaux des métiers des patrimoines
- accompagnement aux évolutions des métiers
- formations sécurité-sûreté et accueil des publics
- formations sur site patrimonial.

a) chiffres-clés de l'année 2015 :

- sur les 162 sessions stages offerts au catalogue, 12 stages ont été annulés par manque d'inscrits ou défaillance pédagogique (représentant 74 stagiaires). Exemples de stages annulés : « Museomix », « Intégrer les archives audiovisuelles dans une exposition », « Patrimoine aéronautique ».
- plus de 100 sessions hors catalogue ont été organisées dans tous les domaines : sécurité-sûreté et accueil des publics (notamment pour les musées nationaux), patrimoine (logiciels documentaires, connaissances juridiques...), archives (stages en intra).
- 4253 (4309)\* candidats inscrits aux stages catalogue et hors catalogue, 3683 (3621) participants sélectionnés (dont 703 (615) pour les stages in situ/intra). 2712 (2704) stagiaires Culture : 1171 (1153) hommes, 1541 (1551) femmes, 372 (263) A+, 582 (539) A, 758 (668) B, 1000 (1234) C , 934 (917) stagiaires non Culture (principalement territoriaux : 783 (819) soit 27% du total.
- 235 (245) désistements aux stages, 322 (314) absents.
- 1025 (986) stagiaires spécialité Archives, 1166 (980) Patrimoine, 780 (666) musées, 389 (518) inter-métiers, 598 (471) sécurité-sûreté.
- répartition par thèmes : connaissances juridiques 462 (344) participants, connaissances historiques 244 (236), gestion traitement 1412 (1332) , conservation-restauration 339 (371) , communication accueil des publics valorisation 327 (575) . concours 42 (195), post-recrutement 110 (32).
- 1210 (1052) stagiaires T1 (acquisition de connaissances), 2225 (1273) T2 (perfectionnement, évolution des connaissances), 157 (186) T3 (développement personnel).

\* entre parenthèses les chiffres 2014

b) personnel-budget :

L'année 2015 a été marquée par le départ en mutation en juillet de la responsable des stages internationaux d'archives, Mme Karine Robert.

La dotation du département de la formation scientifique et technique s'est élevée sur le titre 3 à 540.000 euros. Ce budget a été consommé en AE en quasi totalité. La répartition entre les principaux postes de consommation s'établit comme suit :

- formation continue : 380 000
- formations internationales : 40 000
- location de salles : 80 000
- post-recrutement Architectes Urbanistes de l'État (AUE): 30 000

Parallèlement à cette dotation, un budget de 72.000 euros à été affecté à la prise en charge des déplacements et des frais de mission des formateurs et des stagiaires de centrale et un autre de plus de 50.000 € affecté aux frais de mission formation des agents des SCN.

c) points forts de l'année 2015 :

- *architecture patrimoine*

- architecture

Grâce à la mobilisation pédagogique du bureau de la qualité de l'architecture et du paysage, nous avons organisé 2 stages relatifs à l'architecture contemporaine, « Architecture et patrimoine du XX<sup>e</sup> siècle » (23 inscrits) et « Lecture du paysage » (20 inscrits). Ils ont rencontré un public diversifié (personnels de STAP, CRMH, de l'inventaire régional, d'archives et musée) et seront reconduits en 2016.

- patrimoine

En 2015, l'arrivée des techniciens des bâtiments de France (TSCBF) issus du dernier concours a nécessité la mise en place de formations post-recrutement. La formation initialement proposée en 3 modules les autres années a été resserrée, afin de former le plus de personnes possibles. Une formation de cinq jours a été concentrée sur les spécificités du travail en STAP et DRAC, notamment l'urbanisme réglementaire et des visites de secteur sauvegardé (Le Marais à Paris) et d'AVAP (Vincennes), visites commentées par les AUE en charge du secteur. Les stagiaires (DRAC et STAP de métropole et outre-mer) ont pu également faire des exercices de terrain leur permettant de se familiariser avec l'urbanisme en secteur protégé. Trois sessions ont eu lieu, permettant à 45 personnes travaillant dans les DRAC ou STAP d'y participer. En revanche, les formations sur logiciels ont été assurées sur leur résidence administrative ainsi que les aspects touchant le ministère dans son ensemble. Toujours dans l'optique d'accueillir les nouveaux arrivants, les formations « Panorama de l'architecture et du patrimoine » et « Initiation à l'art des jardins » ont été organisées 2 fois chacune et ont rencontré leur public, TSCBF et jardiniers venant d'entrer en poste. Il est à noter que ces deux formations de base, préalable pour l'une au cycle sur l'architecture (sur 3 ans), répondent à un vrai besoin des personnels en matière d'histoire, technique architecturale et urbanisme. Sur les jardins, le cycle de 4 modules permet de former aussi bien les jardiniers d'art, les correspondants jardins, les personnes chargées d'instruire les demandes de protection et les AUE. Pour toutes ces formations spécifiques, la demande est aussi importante de la part des personnels de l'« inventaire ».

De même, suite au dernier concours, le département a organisé 4 sessions de post-recrutement de 3 jours chacune pour les personnels jardins CTA, TA et ATAE. Ces sessions ont touché des agents affectés dans les domaines nationaux, au CMN, au Louvre et à Versailles (plus de 40 jardiniers). Ces formations ont connu un taux de participation très élevé.

Le stage sur le « bâti patrimonial » qui n'avait plus été proposé depuis 2009 a enregistré 33 demandes, avec pour conséquence l'obligation d'organiser une 2<sup>e</sup> session. Le stage a été très apprécié par les participants.

On a aussi enregistré une bonne participation pour les formations « archéologie » proposées et réalisés par la sous-direction de l'archéologie pour cette année 2015 : 5 sessions organisées à Paris et en région (DRAC Rhône-Alpes, Aquitaine, Bourgogne, musée archéologique du Mans) sur « le régime juridique du mobilier archéologique : propriété et protection » (stage nouveau d'une journée) ont reçu 80 agents de services centraux, de SRA, de services départementaux et communaux d'archéologie, de musées ; 2 sessions du stage « Assurer la veille en conservation préventive dans un dépôt archéologique » organisées en partenariat avec le service départemental d'archéologie des Yvelines. Le programme de ce stage nouveau lui aussi concernait la conservation préventive dans un dépôt avec visite commentée des locaux de conservation du Service archéologique départemental des Yvelines ; il a accueilli des personnels de SRA, de services

départementaux d'archéologie, de musées.

- *archives*

Le cycle de formations intitulé « De l'administration à l'ère du numérique à la pérennisation de l'information numérique », créé il y a 3 ans s'est répété 2 fois en 2015 et s'est enrichi de stages complémentaires. On a donc programmé pour la première fois les stages ci-après :

.. « Initiation au Records Management » et « Archiviste et conduite de projet » : stages introduits cette année pour permettre aux stagiaires de mieux aborder le deuxième stage du cycle « Mener une démarche de Records Management », suite au constat fait par les précédents stagiaires, des difficultés d'appréhension du « records Management » et de la conduite de projet. L'importance des candidatures sur chacun des stages a démontré l'utilité pour les candidats de la mise en place de ces stages et leur reconduction en 2016.

- « Dématérialisation des flux de documents administratifs PES V2 » répond à la directive PES V2 (Protocole d'Échange Standard V2). Ce protocole prévoit la dématérialisation, pour l'année 2015, dans toutes les collectivités territoriales, des titres de recettes, des mandats de dépenses et des bordereaux récapitulatifs et l'amélioration des échanges de documents dématérialisés avec la DGFiP. Partant dudit protocole, le périmètre de la dématérialisation s'est élargi aux archives pour atteindre l'archivage électronique.

- « Plan d'Urgence Conservation Numérique : gestion des risques et sécurité informatique » mis en place suite aux suggestions des stagiaires du cycle sur l'archivage numérique. Le stage vient compléter le quatrième stage du cycle « Pérennisation de l'Information Numérique », en apportant aux stagiaires des cas concrets relatifs aux risques liés à la numérisation. Les présentations ont été assorties d'une table ronde enrichissante qui a permis aux stagiaires d'échanger avec les intervenants et d'élargir le sujet aux problématiques du métier des archives.

En dehors du stage « Initiation archivistique » toujours très fréquenté, il existe des stages qui ont rencontré un vif succès et font l'objet de nombreuses demandes. Citons les formations « Circulaire évaluation et sélection des archives » et « Droit des archives », 2 stages juridiques avec respectivement 49 et 44 inscrits, le stage « Initiation à la conservation et au conditionnement des photographies » (35 inscrits), « Collecter les archives » (24 inscrits), Tous ces stages ont été appréciés surtout pour leur richesse en exemples pratiques et pour le professionnalisme des intervenants.

3 formations ont connu un renouvellement pédagogique en 2015 : les stages « Description archivistique en EAD-EAC », « Standard d'échange de données archivistiques SEDA » et « Utilisation du langage XML approfondissement ». Ces formations ont vu leur programme abordé sous un angle différent par le nouveau responsable de formation du département en charge de ces stages.

Typologie des stagiaires Archives : rappelons que les stages de la spécialité archives accueillent tous les personnels du réseau des Archives publiques, composés essentiellement d'agents n'appartenant pas au ministère. En 2015 : 1025 stagiaires, dont 411 Culture, 86 Etat non Culture et 499 territoriaux.

- *musées*

En 2015, l'arrivée d'adjoints d'accueil et de surveillance issus du dernier concours a nécessité la mise en place de formations post-recrutement. Deux sessions de 5 jours ont eu lieu, permettant à 37 personnes travaillant dans les musées ou aux Archives nationales d'y participer. Par ailleurs, le département a organisé fin 2015, en complémentarité avec les stages du Secrétariat général, une formation métier de préparation au concours de TSC spécialité accueil surveillance : 3 sessions de 2 jours (rappels fondamentaux sur la sécurité, la sûreté) pour 30 agents.

Des formations nouvelles comme la "Régie des œuvres atelier pratique » ou « emballage », qui s'inscrivent dans le cycle annuel de notre offre consacrée à la régie des collections, ont remporté un vif succès. Une autre formation nouvelle « Régie des expositions » a eu plus de mal à rencontrer son public.

Le stage « diffuser les collections d'un musée sur internet », réalisé par le bureau de la diffusion numérique des collections du Service des musées de France (SMF) a accueilli 30 participants venant en majorité de musées territoriaux. Pour la première fois cette année, une session de ce stage a été délocalisée en région fin 2015 ; cette formation a eu lieu en Limousin en bénéficiant de l'aide et du relais du conseiller musée de la DRAC. Cette politique de délocalisation sera développée en 2016 (Pays de Loire, Centre Val-de-Loire, Lorraine).

« Les Musées sur Internet : recherche documentaire sur internet et veille », stage créé en 2015, a répondu aux attentes très diverses des stagiaires. Il est reconduit en 2016 avec un allongement d'une journée. La sous-direction des collections des musées de France a organisé fin novembre un stage de 2 jours « Procédures d'acquisition des œuvres dans les musées » pour la plus grande satisfaction des stagiaires présents, appartenant surtout à de grands établissements publics.

A la demande du SMF, le département a organisé spécifiquement 2 formations destinées aux personnels des SCN musées nationaux « Gestion de site internet » niveaux 1 et 2 pour répondre aux besoins des agents suite à la mise en œuvre de sites internet dans ces SCN par la RMN-GP. Elles ont touché une quinzaine d'agents.

- *sécurité-sûreté et accueil des publics*

■ *stages sécurité-sûreté- accessibilité :*

Le département a été mobilisé en 2015 par un plan de formation intitulé « Appliquer le dispositif Ad'Ap », discuté avec le Secrétariat général et pris en charge par le bureau de l'ingénierie et de l'expertise technique du Service du patrimoine. La loi du 11 février 2005 « pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées » fixe une obligation de mise en conformité effective des établissements recevant du public (ERP) et des installations ouvertes au public (IOP) d'ici le 1<sup>er</sup> janvier 2015. Afin de mener à bien ce chantier au sein du ministère, un « Référent Ad'AP » (et son suppléant) a dû être nommé sein des DRAC, avec pour missions la rédaction des Ad'AP des ERP dont la DRAC assure la gestion ; ces référents peuvent également remplir une mission de conseil auprès des collectivités et des propriétaires des bâtiments (notamment MH). Au sein des établissements publics le(s) « référent(s) Ad'AP » sont en charge de la rédaction des Ad'AP de l'établissement. Le programme de formation proposé visait à accompagner les référents à la fois dans la compréhension du dispositif des Ad'AP (calendrier, Cerfa, procédures de dépôt du dossier de demande d'approbation auprès de l'autorité compétente, d'instruction, des sanctions prévues), des ajustements réglementaires en cours concernant la mise en conformité des ERP ainsi que des possibilités de dérogations offertes par la loi de 2005. Une journée de formation, organisée par le département de la formation scientifique et technique de la DG Patrimoine, destinée de préférence aux « référents Ad'AP », était consacrée d'une part, à appréhender le cadre réglementaire de mise en accessibilité des ERP et des IOP, et d'autre part, à aborder concrètement l'élaboration d'un dossier d'Ad'AP, notamment à partir d'études de cas. Les CRMH, STAP, DRAC adjoints et conseillers sectoriels qui ne seraient pas désignés comme référent Ad'AP ont pu participer aux sessions de formation. 9 sessions ont eu lieu à Paris et en région (DRAC Midi-Pyrénées, Centre, Lorraine, PACA, Poitou-Charente, Pays de la Loire) pour un public de 105 agents formés.

■ *stages accueil des publics-médiation*

En attendant de poursuivre les travaux d'un groupe de travail consacré à la création d'un parcours de formations sur « L'accueil et l'orientation des publics » pour les personnels d'accueil et de surveillance, le département a renouvelé et complété en 2015 son offre de sages *médiation-accueil des publics*.

- stages nouveaux créés dans la discipline archives : « construire une offre internet en service d'archives » et « politique des publics en service d'archives ».

- stages nouveaux pour tous publics, notamment les personnels d'accueil et de surveillance : « mieux connaître ses publics », « mieux accueillir les publics », « le développement des relations interpersonnelles en situation d'accueil », « accueil des publics étrangers », « orientation et accompagnement des publics ». Il s'agit de stages catalogue qui ont pour but de permettre aux personnels d'accueil et de surveillance d'appréhender théories et pratiques de base sur l'accueil des publics et d'acquérir des notions plus spécifiques sur des thématiques comme la gestion de conflits ou l'accueil de publics étrangers. La cinquantaine de personnels qui ont participé à ces formations reconduites en 2016 appartiennent aux musées nationaux, établissements publics, musées territoriaux, à des services d'archives (Archives nationales), des DRAC (métropole et outre-mer) et au C2RMF. Il faut noter que ces mêmes stages « Gestion des conflits », « accueil des publics spécifiques », « développement des relations interpersonnelles en situation d'accueil » ont été déclinés sur place dans certains musées nationaux (in situ) : château de Compiègne, musées nationaux du XXème siècle des Alpes-maritimes, musée de la Préhistoire, musée des châteaux de Malmaison et de Bois-Préau.

- poursuite du cycle « médiation et handicap », avec en 2015 un stage spécifique « handicap auditif ».  
- sur proposition du département de la politique des publics, nous avons réalisé pour la première fois en 2015 un stage « Pratique des réseaux sociaux et projets numériques » (2 j.) qui a fédéré des stagiaires de musées nationaux, territoriaux et établissements publics, d'archives (Archives nationales), du C2RMF, de l'inventaire régional. Cette formation sera reconduite en 2016 et déclinée en stages de 2 niveaux (base et perfectionnement).

- *formations « in situ »*

- stages en établissements patrimoniaux :

Deux catégories principales d'actions de formations « sur site » : les formations réalisées sur place à la demande des musées nationaux et celles à la demande de services d'archives.

Plusieurs dizaines de sessions de formations ont été réalisées pour les SCN musées : Compiègne, Marc Chagall, Fernand Léger, Ecouen, Malmaison, Magnin, Pau, Cluny, musée Bonaparte, Les Eyzies ; C2RMF ; avec pour thèmes principaux : sécurité-sûreté, accueil des publics, management d'équipe (voir bilan statistique joint).

Dans le domaine des Archives, des formations spécifiques ont été réalisées pour les Archives nationales Paris-Pierrefitte, les Archives du Monde du Travail à Roubaix, le Service interministériel des Archives de France, les archives du conseil régional PACA (formation assurée par le service archives du groupe La Poste), avec pour thématiques essentielles : informatique documentaire, « accueil du public », sécurité-sûreté, traitement documentaire, archivage électronique, conservation-restauration avec le département conservation des A.N.

Au total, 703 stagiaires (dont 394 relèvent de la spécialité musées, 292 des archives) ont participé aux stages intra dont une majorité de catégorie C : 403, une grande partie des formations intra s'adressant aux personnels d'accueil et de surveillance des musées nationaux. La forte participation des agents de catégorie C est corroborée par le nombre total des stagiaires des SCN ayant participé à l'ensemble de nos stages catalogue et intra : 956 stagiaires de SCN avec une majorité de T2 (perfectionnement) : 681, et de cat. C : 523.

- stages en DRAC :

Une très grosse partie des sessions de formations réalisées en 2015 à l'intention des personnels des DRAC a concerné l'apprentissage de logiciels documentaires du patrimoine (SIG, Gestauran). Un effort particulier a été consacré à la formation à Gestauran numérique, sur la partie logiciel documentaire mais aussi sur les aspects juridiques, au bénéfice de nombreuses DRAC (métropole et DAC Océan indien) pour un total de 441 agents formés avec 44 sessions de formation. Le tout s'est effectué en collaboration étroite avec les services informatiques du Secrétariat général et de la direction générale (département des systèmes d'information patrimoniaux/DSIP), le déploiement se faisant en parallèle au fur et à mesure des formations. Le déploiement accompagnant Gestauran numérique, commencé au second semestre 2014 est quasiment terminé fin 2015 ; il ne reste que les Antilles à déployer. Sur les 441 agents formés, on en compte 347 en utilisateurs et 94 en

administrateurs ; quasiment l'intégralité des ABF ont suivi cette formation, ce qui revêt une importance toute particulière pour eux, car désormais tous leurs actes juridiques (délivrance de permis de construire) sont signés et sauvegardés sur un serveur en liaison avec Gestauran.

En dehors du plan de formation « Ad'Ap » cité plus haut, on citera plusieurs formations organisées spécifiquement pour quelques DRAC cette année :

- 2 stages créés en 2014 à Paris, « la motivation et la rédaction de l'avis de l'ABF » (formation patrimoine juridique) et « le commentaire et la critique architecturale » (traitement du patrimoine), ont eu lieu en Poitou-Charentes, et également en PACA.

- Le stage « Réaliser un état sanitaire du bâti », toujours très demandé, a été organisé en session supplémentaire en région PACA (personnels DRAC STAP et CRMH).

- Nous avons poursuivi notre action de formation initiée en 2014 pour la DAC Guadeloupe, en coopération avec la CRMH. En 2015, nous avons financé un stage « L'architecture en béton aux Antilles » de 3 jours au bénéfice de 15 stagiaires des DAC Martinique-Guadeloupe.

- Organisation d'un stage « Initiation à l'étude des objets mobiliers et du mobilier civil et religieux » de 4 jours pour la DAC Guadeloupe pour 16 stagiaires des DAC Martinique et Guadeloupe, SRA, Inventaire régional, archives, personnels du conseil général et de collectivité territoriale.

Totaux : 1040 stagiaires de DRAC (STAP CRMH SRA), avec une majorité de T1 (apprentissage des logiciels documentaires) : 708 , et la répartition suivante : 230 A+, 201 A, 385 B, 220 C.

- *formations individuelles*

- Une quarantaine de formations individuelles ont été financées dans les domaines métiers sur les thématiques du traitement, de la conservation, de la sûreté, etc auprès d'organismes de formation publics et privés (INP, Ecole nationale des Chartes, Association des archivistes français, organisme de formation jardin, Mediadix, CNPP Vernon...).

c) stages inter-métiers, typologie des stages et des stagiaires :

- *typologie des stages*

Les stages inter-métiers ou transversaux ont été mis en place à la création du département pour assurer la promotion de connaissances métiers communes aux personnels des différents métiers et favoriser les échanges et les pratiques.

En 2015, nous avons organisé entre autres :

- stage « Devenez partenaire du moteur de recherches collections » : ce stage a été mis en place, en 2012 par le DSIP de la DGPAT, suite à une directive européenne recommandant au moteur de recherche « Collections » d'augmenter le nombre de bases de données. Aujourd'hui, le stage connaît une fréquentation croissante de ses candidats qui ont tous besoin de contribuer au moteur de recherches en y apportant leurs bases de données pour valoriser leur patrimoine culturel et local. Inversement, le moteur « Collections » permet aux collectivités locales, par sa boîte de dialogue intégrée, de se réapproprier les données de leur patrimoine (qui s'apparente à OPEN DATA).

- 2 stages nouveaux en 2015 « Introduction à l'Ancien régime : archives et documents » et « Introduction à l'Ancien régime : archives judiciaires », réalisés par un historien de formation. Les stagiaires ont bénéficié des compétences d'un enseignant très pédagogue qui a su leur transmettre, d'une part, les connaissances des institutions et leurs logiques de production de documents et, d'autre part, la compréhension du fonctionnement des institutions judiciaires et la connaissance de la fonction et du rôle des différents acteurs. Une vingtaine de stagiaires ont participé à chaque stage, issus en majorité du réseau des archives publiques, mais aussi de la BnF, de l'inventaire régional, de musées (MUCEM).

- Bonne participation pour un stage nouveau cette année proposé et réalisé par le Service du Patrimoine et le département des affaires européennes et internationales sur « l'introduction générale au patrimoine mondial de l'Unesco, convention de 1972, principes et concepts » ; il a

accueilli une vingtaine de personnels de DRAC STAP et CRMH, du CMN, de musées nationaux et territoriaux ; il y a eu une moindre satisfaction pour la suite intitulée « la mise en œuvre de la convention du patrimoine mondial ».

- Sur proposition du département du pilotage de la recherche et de la politique scientifique, nous avons organisé pour la première fois fin 2015 une formation de 3 jours sur « l'imagerie scientifique au service de la connaissance et de la gestion du patrimoine ». Le stage a été réalisé en collaboration avec le campus CNRS de Marseille et reçu près de 30 participants et de très nombreux intervenants. Au final on retiendra la satisfaction des participants (Inventaire régional, DRAC STAP, SRA et CRMH, LRMH, musées, Médiathèque architecture et patrimoine).

- Réalisé tous les 2 ans avec le Centre national du microfilm et de la numérisation et les Archives nationales d'Outre-Mer, le stage « Pratiques numériques » a eu lieu en 2015 à Espeyran et a reçu 33 praticiens photographes (techniciens, techniciens d'art...) appartenant au réseau de la DG Patrimoines (archives, Inventaire régional, musées nationaux).

- Un partenariat a été engagé avec l'INA en 2014 qui nous a proposé des formations juridiques (« droit des fonds audiovisuels ») et pratiques. Reconduit en 2015, ce partenariat a donné lieu à l'offre d'un stage sur le droit des archives audiovisuelles au contenu pédagogique renouvelé (2 jours au lieu d'1) ; ce stage a été proposé en particulier aux candidats au concours CTA spécialité AV. Ce sont près de 25 stagiaires qui ont assisté à ces stages, appartenant aussi bien aux métiers des archives, des musées et bibliothèques (BnF).

#### *- typologie des publics*

Sur les 22 stages inter-métiers proposés (patrimoines spécifiques ; connaissances historiques et juridiques ; gestion-traitement ; conservation ; communication-valorisation), il y a eu au total 389 stagiaires, dont 276 stagiaires Culture et 82 territoriaux, 46 stagiaires A+, 145 A, 127 B et 71 C. La participation à ces stages reflète un brassage inter-disciplinaire et inter-catégoriel.

### **B) Stages internationaux d'archives (France et étranger)**

#### a) chiffres-clés :

nombre total de stagiaires formés : 73 venant de 37 pays ; 48 institutions représentées.

#### b) stage technique international d'archives (STIA) (30 mars au 30 avril) :

En 2015, 31 stagiaires, provenant de 22 pays différents ont été accueillis, dont 15 boursiers du gouvernement français. Une moitié d'entre eux est originaire du continent africain (Maghreb, Afrique de l'ouest), 8 personnes, dont deux français, viennent de pays européens, y compris de pays n'étant pas forcément traditionnellement francophones (Allemagne, Hongrie, Italie, Suisse). Les autres stagiaires viennent du Brésil, du Canada, pour ce qui concerne le continent américain. Pour la première fois, le STIA recevait un stagiaire venant des Emirats Arabes Unis.

Les stagiaires appartiennent aux services d'archives nationales ou régionales de leurs pays, ainsi qu'au service archives du Parlement européen.

Pour la troisième année, le STIA s'est appuyé sur les ressources du Portail international archivistique francophone (PIAF) et sur l'espace professionnel de celui-ci. Les stagiaires ont été invités à s'inscrire avant le stage sur E-Pro, et à prendre connaissance des cinq à dix mots de vocabulaire archivistique à définir. Les réponses aux questions a permis d'évaluer le niveau des participants. Par ailleurs, il a été demandé aux stagiaires de lire certains des cours du portail (ex. : « traitement des archives »). La lecture permet de les préparer aux conférences du STIA et d'alimenter les débats à venir. Un groupe STIA 2015 a été créé sur E Pro, ainsi que des groupes pour chaque module, ce qui a facilité les échanges entre les stagiaires et les chefs de modules, surtout pour les modules « traitement » et « conservation ». Ce groupe leur permettra de rester en contact, entre eux et avec nous, à l'avenir. Les supports pédagogiques des conférenciers ont été mis en ligne sur le PIAF et sont encore utilisables après le stage. Les stagiaires ont reçu une grande variété de supports sur tous les thèmes abordés en cours de programme grâce au travail des intervenants et du DFST.

Le stage était divisé en 5 modules (coordonnés par des chefs de modules) abordant les étapes de la

chaîne archivistique complété par un voyage d'étude à La Rochelle. Étant donné que le stage aborde l'archivistique francophone, et non uniquement française, nous avons choisi des chefs de modules qui venaient aussi de pays étrangers (Suisse, Tunisie) : module « fondamentaux » sur réseau, législation des archives, coopération internationale, formation des archivistes ; module « collecte des archives traditionnelles et numériques » ; module « traitement des archives » avec visite des Archives de Paris ; module « conservation des archives » sur les sites Paris et Pierrefitte des Archives nationales ; module « communication-valorisation » avec une journée passée aux Archives diplomatiques à La Courneuve. Bien que le stage soit très apprécié de façon générale, certaines remarques nous ont été faites le jour de l'évaluation. Certains stagiaires trouvent que la durée du stage pourrait être étendue à 6 semaines, voire deux mois, alors que pour la majorité, la durée actuelle correspond bien aux conditions professionnelles actuelles. En effet, le programme est très dense et certains sujets ont sans doute dû être traités de façon un peu rapide, faute de temps. Il nous faut encore trouver un meilleur équilibre entre la théorie et la pratique, les présentations des conférenciers et celles des stagiaires.

c) conférence internationale supérieure d'archivistique (CISA) (16-20 novembre 2015) :

Dès le mois d'avril 2014, la responsable des relations internationales et des partenariats scientifiques des Archives nationales (AN) Mme Françoise Lemaire nous a proposé d'organiser cette 4ème session 2015 à destination des collègues européens, en basant le contenu du séminaire sur l'expérience acquise par les Archives nationales (AN) dans le cadre de la construction du bâtiment de Pierrefitte-sur-Seine. Le programme de cette CISA a été intitulé « *Les services d'archives et leur écosystème numérique* ».

16 stagiaires ont au final participé à cette CISA avec M. Daniel Pitti, intervenant américain (invité par les Archives nationales) participant au séminaire comme auditeur libre. Le groupe s'est avéré équilibré, représentant des pays des différentes parties de l'Europe, d'une moyenne d'âge de moins de 40 ans. Il se composait d'archivistes nationaux ou territoriaux, d'une enseignante, d'un chargé de projets, responsables de services ou experts, pour moitié anglophones, pour l'autre francophones. Plusieurs des stagiaires avaient déjà participé à un précédent stage organisé par nous (STIA, stage Courants).

Comme énoncé précédemment, le programme du stage a été conçu et élaboré par les collègues des Archives nationales, Mmes Françoise Lemaire et Florence Clavaud. Mme Lemaire et sa collègue en charge de la coopération et des partenariats Mme Rosine Lheureux ont encadré toute la session. Mme Clavaud a assisté aussi à une grande partie des travaux et a profité du stage pour avancer les travaux du groupe expert du CIA sur la description archivistique. A partir de l'expérience française des Archives nationales, la CISA 2015 a eu pour but de proposer aux stagiaires, réflexion, étude de cas, exemples consacrés à une approche globale des implications numériques pour les services d'archives. Elle s'est principalement déroulée à Pierrefitte-sur-Seine, sauf les journées des mercredi (AN Paris) et jeudi (accueil toute la journée par la BnF).

Il apparaît que ce séminaire a été très apprécié par les participants, tant sur la forme que sur le fond. Les participants ont insisté sur la richesse du programme qu'ils ont jugé complet et dense, et le haut niveau des interventions, avec des thèmes actuels très bien choisis. La variété des sujets abordés a permis une réflexion prospective sur le métier d'archiviste et donné à la plupart des pistes de travail à venir après le retour dans leur pays (gestion du changement, e administration, e archivage, partage de notices, standards de description, action pédagogique et TIC, collaboration avec d'autres institutions patrimoniales, coopération européenne...). Une collègue (Lituanie) a parlé « d'une boîte à outils » qu'elle utiliserait pour motiver les collaborateurs de son service. Les stagiaires ont approuvé l'équilibre entre exposés théoriques/retours de cas/visites. Ils ont tiré bénéfice des cas exposés (Vitam, Adamant, outils de recherche, salle des inventaires, numérisation...) et de la méthodologie employée pour les faire partager. Cela a constitué une découverte pour certains d'entre eux (Azerbaïdjan, Bulgarie). Les stagiaires ont aimé les échanges avec les conférenciers ; ils auraient souhaité encore développer ces échanges à la fois avec les conférenciers et entre eux, et bénéficier de davantage de retours d'expériences concrètes et de visites pratiques. L'effort doit être

poursuivi auprès des conférenciers pour une meilleure articulation possible entre exposé et dialogue avec les stagiaires, en incitant si possible tous les stagiaires à prendre la parole.

d) séminaire suisse (24-27 novembre 2015) :

Notre coopération avec le master d'archivistique de bibliothéconomie et de sciences de l'information de l'université Berne-Lausanne a été inaugurée en 2007. En 2015, pour la cinquième fois, nous avons reçu les élèves de deuxième année du master (plus de 20 participants), encadrés par M. Niklaus Büetikofer. En collaboration avec nos collègues suisses, nous avons préparé un programme consacré aux enjeux actuels des métiers et aux pratiques professionnelles d'aujourd'hui dans les Archives (dématérialisation, archives électroniques).

e) protocole franco-russe

Dans le cadre du protocole de coopération entre la direction générale des patrimoines, l'Ecole nationale des Chartes et l'Université d'Etat des sciences humaines de Russie, nous avons poursuivi les échanges pédagogiques de conférenciers et d'élèves entre les parties française et russe. Du côté français, des formateurs du Service interministériel des Archives de France (Mme Brigitte Guigueno et M. Vincent Bouat) ont assuré des cours d'archivistique française deux en 2015, auprès d'élèves francophones des 3ème et 5ème années de l'institut d'histoire et d'archives, dépendant de l'université d'État.

f) mission IGAC

En 2015, l'action internationale du département a fait l'objet d'une mission conduite par l'Inspection générale des affaires culturelles. L'audit a porté sur les stages internationaux d'archives : pertinence des stages internationaux d'archives, diffusion de l'offre, suites de la coopération dans le réseau archivistique international avec les anciens stagiaires internationaux. Le rapporteur a proposé 11 recommandations pour faire évoluer les STIA et CISA dont la gestion a été maintenue pour le moment au département.

### **C) Conclusion**

Le nombre annuel des participants à nos stages reste à un niveau « haut » de 3500/3600 depuis plusieurs années : 3617 en 2012, 3676 en 2013, 3621 en 2014 et 3683 en 2015. Grâce à l'aide scientifique, technique et l'expertise des services de la direction générale des patrimoines, nous avons travaillé selon les priorités de formation affichées : post-recrutement, connaissances juridiques, connaissances métiers à la fois de base et de niveau perfectionnement, formations sur la sécurité et la sûreté, la médiation et l'accueil des publics. Nous maintenons les équilibres entre formations spécialités métiers et formations transverses (inter métiers), entre les formations dispensées à Paris et en région (formations déconcentrées et in situ), enfin entre les différentes catégories d'agents formés.

Dans le domaine international, on retiendra les conclusions du rapport de mission de l'IGAC qui confortent l'offre des stages internationaux d'archives tout en proposant des pistes d'évolution à court et moyen termes.